

Fruteau s'en prend au recteur

S'appuyant sur une « jurisprudence constante » du conseil d'Etat, le député-maire de Saint-Benoît, Jean-Claude Fruteau, demande à l'Etat de régulariser au plus vite la situation des vacataires permanents de l'Education nationale.

Suite à son intervention écrite auprès du ministre de l'Education, Jean-Claude Fruteau enfonce le clou et qualifie l'Etat et le recteur « d'irresponsables ».

« Contrairement aux déclarations de Mostafa Fourar dans l'interview publiée vendredi par Le Quotidien, personne n'a demandé au recteur de titulariser les vacataires permanents avec les 53 % de surnumération. Il prend non seulement les vacataires pour des imbéciles mais la Réunion entière », dénonce au préalable le député-maire de Saint-Benoît.

Pour l'élu socialiste, une « solution légale » existe. « Dans la mesure où la tâche des vacataires est continue et durable, il suffit de les requalifier en emploi non-titulaire de l'Etat. C'est ce que dit depuis



Suite à son intervention écrite auprès du ministre de l'Education, Jean-Claude Fruteau a tenu à apporter un soutien physique aux vacataires permanents. (Photo Thierry Villendeuil)

plus de trente ans une jurisprudence constante du conseil d'Etat ». Sur le même ton, Jean-Claude Fruteau juge « in-

qualifiable » la position du recteur et de l'Etat en général. « L'Etat, en la personne du recteur, se comporte en patron

voyou sans morale et sans exemplarité. On utilise les gens comme on utilise des Kleenex. C'est encore plus inacceptable quand le patron c'est l'Etat, dont le premier devoir est de respecter la loi. Ici la loi est bafouée avec la complicité de l'Etat », insiste Jean-Claude Fruteau.

Ce dernier entend désormais interpeller de « vive voix » le ministre de l'Education. « C'est une bataille de principe, de morale... Il y a une volonté délibérée d'ignorer ces gens... En tant que député de la Nation, je ne peux pas rester inactif et silencieux. Il y va du respect de la loi », soutient Jean-Claude Fruteau en qui les vacataires permanents soutenus par la CGTR placent désormais une partie de leur espoir.